



HABITATIONS SANS FUMÉE AU QUÉBEC

7240 rue Waverly, bureau 207 - Montréal (Québec) H2R 2Y8. Info@habitationssansfumeeqc.org

Montréal, le 15 mars 2022

Mme Marie-Josée Houle
Défenseur fédéral du logement au Canada
Commission canadienne des droits de la personne
344, rue Slater, 8^e étage
Ottawa (Ontario) K1A 1E1
Courriel : Info.Com@chrc-ccdp.gc.ca

Objet : Accueil favorable de votre nomination au poste de défenseur fédéral du logement au Canada

Madame,

C'est avec un vif intérêt qu'Habitations sans fumée (HSF) au Québec a appris votre nomination au poste de défenseur fédéral du logement au Canada. Nous sommes convaincus de l'appui que vous saurez apporter aux Québécoises et Québécois en matière de logements salubres et accessibles. À cet égard, nous croyons qu'il importe de favoriser l'évolution du parc locatif pour promouvoir des immeubles sans fumée puisque la fumée de tabac constitue [une source majeure de contaminants](#) lorsque quelqu'un fume à l'intérieur d'une résidence.

Habitations sans fumée est actuellement en redéploiement. Notre mission consiste à outiller et accompagner les personnes confrontées aux problèmes de fumée secondaire dans leur logement et également à soutenir l'adoption de politiques sans fumée, ainsi que la mise en œuvre d'environnements sans fumée dans le parc locatif, les coopératives d'habitations et le secteur résidentiel privé. Le site d'information [Habitations sans fumée au Québec](#) s'adresse aussi bien aux locataires qu'aux propriétaires de logements.

Un sondage récent réalisé auprès de 1 544 locataires québécois âgés de 18 ans et plus, révèle que seulement 43 % d'entre eux habitent un immeuble où il est interdit de fumer à l'intérieur (38 % intérieur du logement + 6 % seulement balcons), alors que 62 % des locataires préféreraient habiter un tel immeuble; le tiers de ces appuis provenant de personnes qui fument.

À la lumière des résultats de ce sondage, les infiltrations de fumée provenant des résidences auraient mené 3 % de l'ensemble des locataires québécois à déménager (surtout des familles avec enfants), 6 % à passer moins de temps dans leur logement et 47 % n'ont pu jouir paisiblement et normalement de leur logement. Ces derniers ont été contraints d'adopter des mesures qui

laissent penser qu'ils déménageraient s'ils le pouvaient (ouvrir les fenêtres le jour, dormir avec les fenêtres ouvertes, éviter certaines pièces, voir passer le moins de temps possible dans leur logement, etc.).

Ces constats portent à croire que les infiltrations de fumée de tabac contribuent non seulement à entraîner une pression pour changer de logement, ce qui entraîne une volatilité du marché favorisant notamment une hausse des loyers. À l'inverse, la pénurie de logements abordables contribuerait peut-être à contraindre des gens, notamment ceux de 55 ans et plus, à supporter des conditions d'exposition régulière à la fumée de tabac, un cancérigène reconnu. En fait, 60 % des locataires qui constatent des problèmes d'infiltrations de fumée n'ont toujours pas entrepris de démarches face à ce problème qu'ils qualifient de persistant. Les infiltrations de fumée de tabac contribuent ainsi non seulement à exacerber la crise du logement mais aussi à accroître les inégalités sociales de santé en forçant des personnes qui n'ont pas les moyens de déménager à endurer ces expositions qui engendreraient ou aggraveraient leurs troubles respiratoires, du sommeil ou de santé mentale.

S'il s'avère essentiel de renforcer l'information et la sensibilisation sur ces enjeux, les mesures et les investissements des deux paliers gouvernementaux comme la [Stratégie nationale sur le logement](#), [Accès Logis](#) et le nouveau [Programme d'habitations abordables Québec](#) (PHAQ), permettraient d'asseoir les logements sans fumée comme la norme dès la phase de conception des logements accessibles et abordables.

Nous demeurons à votre disposition si vous souhaitez en savoir davantage sur notre projet.

Veuillez recevoir, Madame, nos sincères salutations,

Sandra Taniga, coordinatrice

Habitations sans fumée au Québec

-un projet de l'Association des intervenants en dépendances du Québec

7240, rue Waverly, bureau 207

Montréal (Québec) H2R 2Y8